

RAPPORT ANNUEL
JAHRESBERICHT



Botschaft des Präsidenten

Protokoll

Hauptaktivitäten und wichtigste Beschlüsse 2019

Vom Baustelleninspektorat Freiburg durchgeführte Kontrollen

Kommentare zur Jahresrechnung 2019



LE GRAND CONSEIL FRIBOURGEOIS A APPROUVÉ
UNE MODIFICATION DE LA LOI SUR L'EMPLOI ET LE MARCHÉ
DU TRAVAIL (LEMT), CELLES-CI RENFORCERONT D'UNE
MANIÈRE SIGNIFICATIVE LE CONTRÔLE DU TRAVAIL AU NOIR.

SOMMAIRE // INHALT

 Message du Président F/D Informations sur les dossiers traités et clôturés Rapport de l'organe de contrôle

MESSAGE DU PRÉSIDENT // BOTSCHAFT DES PRÄSIDENTEN

avaient repris leurs outils pour poursuivre ce début d'année comme d'habitude. Un hiver quasi sans neige et des températures clémentes. Les carnets de commandes étaient bien remplis, il y avait tout pour bien pratiquer l'Art de construire. Seulement voilà, vers la fin février, nous entendons alors parler d'un virus à nos frontières. Celui-ci ne s'est pas gêné d'emprunter nos routes et d'atteindre notre population. Le secteur principal de la construction a dû,

comme pour tous ceux qui voulaient travail-

pecteurs/trices du SPE, dans un premier temps,

qui faisaient des contrôles sur les chantiers ainsi

que les dénonciations. Ensuite, il y a aussi eu la Police qui pouvait constater le non-respect des

mesures liées au COVID-19. Dans certains cas,

les contrôles n'ont pas été suffisamment bons

pour laisser continuer certains chantiers car le

Qui l'aurait cru? Les ouvriers et les employeurs

ler pendant cette période difficile, mettre des moyens à disposition pour préserver la santé des ouvriers et celle de leurs familles. En sachant que les interactions lors de certains travaux étaient inévitables, il était impossible de garder une distance raisonnable de 2 mètres comme le préconisait les mesures de l'OFSP. Sans vouloir rentrer dans les détails, j'ai vu de belles choses, notamment des patrons responsables et soucieux de la santé de leurs ouvriers. Mais malheureusement, j'ai aussi dû constater que certains employeurs faisaient fi des recommandations de l'OFSP et continuaient de travailler comme si de rien n'était; ceci était totalement inadmissible. Selon des décisions politiques toujours discutables, ce fût la SUVA et les inscontrôle avait été fait par téléphone. Et l'Inspectorat chantier Fribourg dans tout ça?

Nos autorités cantonales ayant décidé, après que le Conseil fédéral leur ait rendu le pouvoir de décision, d'effectuer des contrôles par le biais des inspecteurs du SPE. Sage décision? En effet, selon les discussions des uns et des autres, les moyens engagés étaient tout simplement insuffisants si l'on regarde le nombre de grues et de chantiers ouverts dans notre canton. Bref, cette situation particulière aura permis de faire un constat: nous n'en n'avons pas fini avec ce COVID-19, je vous le dis car nous sommes tous concernés et tous responsables. Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, une espèce de pseudo solidarité obligeant les suisses et suissesses à rester « en confinement » dans notre beau pays, pendant plusieurs mois, a atténué la douloureuse facture du manque à gagner de notre économie, d'un point de vue touristique. Mais les prix n'ont pas baissé pour autant! C'est le regrettable constat que j'ai pu faire.

Pour terminer, gageons que nos autorités, qu'elles soient cantonales ou fédérales, s'engagent rapidement à soutenir le monde économique avec des plans de relance car malheureusement, si cette pandémie a bloqué certaines décisions en début d'année, il y aura certainement des entreprises qui vont en faire les frais, faute d'avoir eu des réserves suffisantes. Il faut maintenant regarder vers l'avenir, essayer de revenir à la normale tout simplement. Bon courage à toutes et tous, mais en attendant encore quelques mois, soyez vigilants et prenez soins de vous et de vos proches.

2020, une autoroute de la construction perturbée par la pandémie.



2020, die Pandemie beeinträchtigt das Bauwesen. Wer hätte das geahnt? Arbeitnehmer und Arbeitgeber hatten wieder zu ihren Werkzeugen gegriffen, um diesen Jahresanfang wie gewohnt durchzuleben. Der Winter war praktisch schneelos und die Temperaturen mild. Die Auftragslage war somit günstig und alle Voraussetzungen waren gegeben, um die Kunst des Bauens auszuüben. Doch gegen Ende Februar erfuhren wir, dass ein Virus an unseren Grenzen lauert. Frech griff dieses dann auch unsere Bevölkerung an.

Das Bauhauptgewerbe musste - wie alle, die in dieser schwierigen Zeit arbeiten wollten - Massnahmen ergreifen, um die Gesundheit der Mitarbeiter und deren Familien zu Arbeiten unumgänglich sind, war es unmöglich, die vernünftige Distanz von 2 Metern einzuhalten, die das BAG in seinen Massnahmen empfahl. Ohne jetzt hier auf die Details einzugehen, kann ich sagen, dass ich schöne Dinge gesehen habe, namentlich verantwortungsvolle Vorgesetzte, denen die Gesundheit ihrer Mitarbeiter am Herzen lag. Leider musste ich aber auch feststellen, dass einige Arbeitgeber die Empfehlungen des BAG einsei nichts geschehen; das war vollkommen untragbar. Aufgrund immer noch fragwürdierst die SUVA und die Inspektoren des AMA Kontrollen auf den Baustellen aus und erstatteten Anzeige. Dann konnte auch die Polizei das Nichteinhalten der Massnahmen in Bezug auf das Coronavirus (COVID-19) feststellen. In gewissen Fällen fielen die Kontrollen nicht genügend gut aus, um auf gewissen Baustellen weiterzuarbeiten, da die Kontrolle telefonisch erfolgte. Und welche Rolle spielte hier das Baustelleninspektorat Freiburg?

Unsere kantonalen Behörden beschlossen, die Kontrollen über die Inspektoren des AMA durchzuführen, nachdem ihnen der Bundesrat die Entscheidungsbefugnis erteilt hatte. War das eine kluge Entscheidung? Stützt man sich auf Gespräche mit den einen oder anderen ab, waren die ergriffenen Massnahmen nämlich ganz einfach ungenügend, wenn man die vielen Kräne und zahlreichen offenen Baustellen in unserem Kanton betrachtet. Zusammenfassend konnte man in len: wir sind mit diesem Coronavirus (CO-VID-19) noch nicht fertig. Ich sage Ihnen das, denn es geht uns alle an und wir alle sind verantwortlich. Des einen Freud ist des anderen Leid, und so führte eine Art Pseudo-Solidarität, aufgrund deren den SchweizerInnen ein mehrmonatiger «Lockdown» in unserem schönen Land auferlegt wurde, dazu, dass der schmerzliche Gewinnausfall der Wirtschaft aus touristischer Sicht zwar geringer war. Auf der anderen Seite, wurden die Preise aber nicht gesenkt! Dies musste ich leider feststellen.

Abschliessend ist zu hoffen, dass unsere Behörden – auf kantonaler aber auch auf nationaler Ebene – sich schnellstmöglich dafür einsetzen, die Wirtschaft mit Konjunkturprogrammen zu unterstützen, denn leider wurden aufgrund dieser Pandemie zu Jahresbeginn gewisse Beschlussfassungen blockiert, wobei einige Unternehmen bestimmt das Nachsehen haben werden, wenn sie nicht über genügend Reserven verfügen. Nun müssen wir vorwärtsschauen und versuchen, einfach zur Normalität zurückzukehren. Ich wünsche allen viel Mut und bitte vergessen Sie nicht: bleiben Sie aufmerksam und kümmern Sie sich um sich selbst und um Ihre Lieben.

PROCÈS-VERBAL //

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU JEUDI 12 SEPTEMBRE 2019, À 16 HEURES AU RESTAURANT TAVERNA À TAVEL

Liste des présences

Présidence Armand Jaquier

Présents 21 personnes, selon la liste

des présences

Excusés 2 personnes et 3 absents
Procès-verbal Nathalie Codourey

Ordre du jour

- 1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 27 septembre 2018
- 2. Rapport d'activité 2018
- 3. Compte 2018
- 4. Rapport de l'organe de contrôle et approbation des comptes 2018
- 5. Budget 2020
- 6. Nominations statutaires (présidence et organe de contrôle)
- 7. Divers

Salutations et communications du Président

Le Président, Monsieur Armand Jaquier, ouvre la séance et salue chaleureusement toutes les personnes présentes et souhaite la bienvenue à:

- Maître Alexis Overney, Président du Tribunal arbitral :
- Maître Richard Waeber, Président du Bureau d'application;
- Maître Jacques Piller, Président de l'Inspectorat chantiers Fribourg (ICF);
- Monsieur Mike Aguet, responsable de l'ICF;
- Monsieur Germain Wicht, nouveau Président de la FFE;
- Dr. Jean-Claude Goldschmid, journaliste au Freiburger Nachrichten.

Armand Jaquier relève la modification de la loi sur l'emploi et le marché du travail (LEMT) au sujet des questions du travail au noir (TN). Il explique que c'est un travail assez important qui a nécessité beaucoup de pression et de collaboration afin d'arriver à un résultat qui, pour nous, renforce de manière significative le suivi et le contrôle du TN. Cette modification a été approuvée par le Grand Conseil fribourgeois aujourd'hui.

Quelques principes ont été rappelés:

- Un travail principal sur les sanctions administratives mais un renforcement sérieux pour que le travail qui est effectué par les inspecteurs puisse aussi être utile lors d'une procédure pénale avec un renforcement des mandats.
- Le fait aussi qu'il y ait une commission dédiée pour le TN, respectivement un coordinateur qui travaillera à l'Etat mais qui aura pour tâche de coordonner tout le TN et donc de pouvoir agir.

Le fait aussi que l'ICF soit largement confirmé dans le secteur du bâtiment avec les mêmes droits et devoirs que les fonctionnaires/inspecteurs de l'Etat qui font un travail identique.

On a rappelé que dans le secteur du bâtiment, aussi bien bâtiment génie civil que second œuvre, il y a des volumes de travail extrêmement importants qui sont sous-traités par des entreprises malhonnêtes/frauduleuses et que ce genre d'entreprises pourront être sanctionnées. Il est évident que le travail est ardu. Nous devrons être attentifs à ce que le Conseil d'Etat mette les forces nécessaires, que l'administration travaille de manière simple et évite de mettre en place toute forme de procédure qui ralentirait le travail. L'objectif c'est que cela puisse être fait rapidement. L'essentiel est de pouvoir agir tout de suite, de pouvoir arrêter un chantier, de pouvoir constater les faits, ce qui est déterminant pour pouvoir sanctionner.

L'année paritaire fut assez ardue puisque pendant cette période on a eu un renouvellement conventionnel pour la CN du bâtiment qui nous a permis de trouver un accord pour maintenir et renforcer la retraite anticipée dans le secteur, d'améliorer les salaires de la branche et des discussions/séances pour la CCT qui permettront d'avoir:

- Une amélioration pour les salariés.
- Un renforcement dans le travail en commun, notamment pour agir auprès des collectivités sur toutes les questions de délais et autres (travail du samedi, heures supplémentaires, conditions lourdes pour les salariés).

Cela permettra l'intervention paritaire sur la planification des chantiers et sur les collectivités:



- Afin que les délais soient respectés.
- Pour éviter la sous-traitance (élément qui permettrait de renforcer et d'éviter la concurrence qui est profitable aussi bien aux salariés qu'aux employeurs).

Ce texte conventionnel cantonal donnera quelques outils supplémentaires pour faire ce travail.

Armand Jaquier passe à l'ordre du jour et demande s'il y a des remarques. Aucune remarque, l'ordre du jour est approuvé.

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée du 27 septembre 2018

Le procès-verbal est approuvé par l'assemblée et le Président en remercie son auteur, Madame Nathalie Codourey. Le procès-verbal figure dans le rapport annuel. Pour les personnes qui le désirent, il est disponible au secrétariat.

2. Rapport d'activité 2018

Pour l'explication du rapport d'activité 2018 et les comptes, le Président passe la parole à Madame Jacinthe Joye.

Avant de passer aux explications du rapport d'activité, Jacinthe Joye remercie autant le comité et les membres des différents Bureaux que son équipe pour son soutien et l'excellent travail accompli tout au long de l'année. Elle précise que, dès la 2^e partie de 2018, le soleil a à nouveau brillé au sein du secrétariat car l'équipe s'est enfin stabilisée et c'est vraiment ainsi que l'on peut avancer.

La présentation du rapport annuel 2018 est identique à l'année dernière. Cependant, elle a demandé l'accord au comité que pour le futur, ce rapport soit mis en page différemment, ce qui a été accepté. Ainsi, l'année prochaine, une version plus attrayante verra le jour.

Principales activités et décisions 2018:

Comité: le comité s'est rencontré à quatre reprises et a traité des points suivants lors de ces séances:

• Carte professionnelle: le processus pour l'obtention de la carte professionnelle est en place et de nombreuses entreprises en font la demande. En cas d'infraction, il a été décidé d'appliquer les mêmes sanctions que pour un autre contrôle.

- Convention cantonale indemnité du repas de midi: plusieurs litiges sont apparus entre employeurs et syndicats par rapport au paiement de l'indemnité des repas. En effet, l'article 21 al. 3 de la CCT mentionne que l'employé peut choisir de rentrer à son domicile. Le comité reconnaît qu'il y a divergences par rapport à l'interprétation du texte et qu'il faut se remettre à table pour trouver une solution. Ainsi, un groupe de travail est constitué et à ce jour, les négociations sont en cours. Une nouvelle CCT devrait voir le jour le 1^{et} janvier 2020.
- Bureau d'application (BA): le Bureau d'application s'est rencontré à six reprises en 2018. Il a analysé et traité environ 115 dossiers d'entreprises du gros œuvre, y compris les LDét.
- Bureau d'exécution (BE): le but de ce bureau est d'analyser les dossiers présentés par le secrétariat. Il a établi des propositions de décisions afin de les soumettre au BA. Le BE s'est rendu à cinq reprises en entreprise pour contrôler les conditions salariales et les dispositions relatives au contrat de travail.

Informations sur les dossiers traités

Un accent particulier a été mis sur le contrôle du travail du samedi effectué par des particuliers. En effet, un bon nombre d'entre eux recrutent des collègues de travail pour effectuer l'ouvrage en question ou font venir du personnel de l'étranger. Les conditions de travail ne sont pas respectées et la réponse est toujours la même: le travail accompli sera compensé par une grillade!

En 2018, le nombre d'entreprises contrôlées a légèrement baissé par rapport à 2017. En revanche, la CPPF a vérifié le double d'employés et sur de plus longues périodes.

Le nombre de 109 entreprises contrôlées comprend également les sociétés de location de services et les LDét (Loi sur les travailleurs détachés) qui emploient des ouvriers travaillant dans le gros œuvre.

La CPPF a infligé et prononcé des sanctions et des frais administratifs pour un montant de CHF 104'164.00 (67'881.00 + 36'283.00). Au final, la CPPF a encaissé CHF 73'247.00. La différence de CHF 30'917.00 provient d'entreprises qui ont fait faillite ou qui ont déplacé leur siège hors du canton. La CPPF a aussi infligé plusieurs amendes de CHF 10'000.00 pour non remise de documents et ces montants, au final, n'ont pas été encaissés car l'entreprise a obtempéré.

Contrôles effectués par l'Inspectorat chantiers Fribourg (ICF)

Jacinthe Joye remercie Mike Aguet pour sa présence et pour son résumé de l'année 2018 qui figure dans le rapport annuel. Le travail des inspecteurs de l'ICF n'est pas facile, notamment pour le contrôle des LDét et les tâches administratives qui en découlent, plus particulièrement avec le SECO.

Le travail au noir était un grand sujet d'actualité médiatique et politique en 2018 et 2019 qui n'est pas resté sans action puisque la loi sur l'emploi et le marché du travail (LEMT) est en révision et devrait être sous toit en fin d'année.

Armand Jaquier remercie Jacinthe Joye et son équipe pour le rapport d'activité, demande s'il y a des remarques ou des questions. Pas de remarque, pas de question. Il précise que c'est un excellent encaissement proportionnel à ce qu'on voit dans d'autres systèmes conventionnels.

Il propose de passer au point suivant à savoir les comptes.

3. Comptes 2018

Jacinthe Joye présente les comptes selon la présentation Powerpoint.

Produits domaine FORMATION: CHF 29'500.00

Les produits du secteur formation proviennent du Parifonds Construction qui verse cette contribution d'après le nombre de travailleurs de la construction dans le canton qui cotisent au Parifonds Construction.

Il y a une
volonté de
pouvoir lire ce
qu'on attribue
à la formation
et ce que l'on
attribue aux
contrôles.

Produits domaine APPLICATION: CHF 611'077.95

En 2018, le Parifonds Construction a versé, d'après le budget, un montant de CHF 512'500.00 afin de couvrir les frais d'application et de contrôle de la CN.

Les produits des contrôles et les produits récupérés s'élèvent à + CHF 98'966.25.

Autres produits pertes sur débiteurs (-CHF 388.30).

Total des deux secteurs: CHF 640'577.95

Jacinthe Joye demande s'il y a des questions. Mike Aguet a une question concernant le produit général, produit des contrôles LDét et demande si c'est ce que la CPPF a reçu du SECO. Jacinthe Joye lui répond que non, que c'est ce qui a été facturé au niveau des amendes et qui a été versé sur le compte postal de la CPPF.

Pour compléter la question, Armand Jaquier ajoute que le système de financement découle d'un budget. Il précise que les prestations du SECO sont versées à la Commission cantonale et non à la Commission paritaire nationale.

Jacinthe Joye explique que les comptes fonctionnent selon un système de vase communiquant. Ce qui signifie que toutes les charges sont couvertes et si le résultat de l'exercice est en positif, le montant doit être rétrocédé au Parifonds, ce qui a pour but d'avoir un résultat à zéro

Les CHF 6'950.00, correspondent aux amendes et aux frais de procédure facturés aux entreprises étrangères pour des infractions sur le non-respect des horaires ou des salaires. C'est effectivement les paiements des sanctions qui sont entrés sur le compte postal de la CPPF.

Charges domaine FORMATION: CHF 29'109.85

Prestations aux apprentis CHF 22'458.75 (caisse à outils refacturation de la FFE à la CPPF). Secrétariat formation CHF 6'651.10 (pourcentage par rapport aux charges salariales 2% de CHF 332'553.90).

Charges domaine APPLICATION: CHF 564'772.65

Jacinthe Joye passe en revue les différents comptes et commente les différences par rapport au budget.

• Les frais pour le contrôle de l'application CN représentent un montant de CHF 336'426.30. Ce montant correspond aux charges salariales et sociales de la CPP (3.39 équivalent plein temps).

Pour plus de lisibilité, la facture de l'ICF pour les contrôles LDét a été sortie de ce compte et imputée sur le compte contrôle LDét.

 Pour les frais de secrétariat, c'est un pourcentage (8%) qui a été imputé. En 2017, ce compte était à zéro car ces frais ont été passés sur le compte contrôles CN.

Les autres comptes sont lus mais ne nécessitent pas de commentaire car ils correspondent au budget.

Total des deux secteurs: CHF 593'882.50

Le résultat de l'exercice 2018 est de CHF 46'695.45. Pour des raisons fiscales, ce montant a été rétrocédé au Parifonds Construction en 2019. De ce fait, l'exercice présente un résultat nul.

Mike Aguet a à peu près la même question pour les charges de l'ICF car il n'a pas bien compris et demande si les CHF 27'000.00 sont un forfait annuel. Jacinthe Joye lui répond que les CHF 27'000.00 concernent une partie des contrôles LDét et les CHF 60'000.00 concernent les contrôles CN.

Ernesto Suarez demande si dans les CHF 336'426.30 il y a aussi une partie pour l'ICF. Jacinthe Joye lui répond qu'il y a les CHF 60'000.00 de l'ICF ainsi que les salaires et charges sociales de la CPPF. Il a également une question sur les frais de secrétariat et les frais de formation. Jacinthe Joye et Armand Jaquier lui expliquent que ces deux montants doivent être séparés; il y a une volonté de pouvoir lire ce qu'on attribue à la formation et ce que l'on attribue aux contrôles. Une forme de clé de répartition a été discutée ce qui donne ces attributions

Armand Jaquier reprend la parole et demande s'il y a des questions, des remarques. Pas de question, pas de remarque.

4. Rapport de l'organe de révision et approbation des comptes 2018

Le Président donne la parole à Madame Veyre Bonny pour la lecture du rapport de l'organe de contrôle. Madame Veyre Bonny précise que l'obligation d'effectuer un contrôle restreint à partir du 1^{er} janvier 2018 est l'exigence de la nouvelle réglementation du Parifonds. Le contrôle a été effectué selon la Norme suisse relative au contrôle restreint pour l'exercice arrêté au 31.12.2018.

Armand Jaquier demande s'il y a des questions concernant les comptes, comme ce n'est pas le cas, il demande d'approuver les comptes 2018 et le rapport de révision et d'en donner décharge au comité. Les deux sont approuvés à l'unanimité.

Armand Jaquier remercie Mme Veyre Bonny, le caissier et le secrétariat pour la tenue de ces comptes.

Armand Jaquier demande le renouvellement du mandat de Fidaf Sàrl mais Mme Veyre Bonny informe que ce ne sera pas Fidaf l'année prochaine. Fidaf va être réorganisé durant l'automne et les dossiers de mandat de révision seront traités sous l'entité de la fiduciaire Swiss Audit (Mittelland) SA à Fribourg.

Avec ces explications et la compréhension du changement qui va arriver Armand Jaquier demande si l'assemblée maintient et approuve la proposition de la société Fidaf pour l'année à venir en prenant bien compte de ce qui a été annoncé.

Décision: la modification du mandat, sous l'entité de l'organe de révision attribuée à Swiss Audit (Mittelland) SA à Fribourg, est acceptée.

5. Budget 2020

Le budget 2020 s'élève à CHF 742'700.00, soit 16.45% de plus que le budget 2019. Cette augmentation est essentiellement due au compte salaires et charges sociales car il a été décidé d'engager une personne supplémentaire au secrétariat à partir de mai 2020. Les équivalents plein temps passeraient de 3.39 à 4.39. Les surfaces des bureaux et locaux communs passeront de 64 m² à 172 m², ce qui engendrera des coûts supplémentaires.

Le Président demande s'il y a des commentaires, des remarques sur ce budget. Pas de commen-



taire ni de remarque. Le budget 2020 est accepté à l'unanimité tel que présenté.

Armand Jaquier informe que le syndicat se réjouit qu'il y ait une augmentation des forces de travail. L'idée c'est d'avoir une demie force de travail en 2020 qui sera à 100% en 2021, donc une personne à 100% qui commencerait en milieu d'année une fois le déménagement fait.

Armand Jaquier demande s'il y a des questions et comme ce n'est pas le cas, il propose de l'approuver par mains levées.

Décision: le budget 2020 est approuvé à l'unanimité.

6. Nominations statutaires

Armand Jaquier explique que l'association a un principe de présidence tournante entre employeurs et syndicats tous les 2 ans. Les syndicats Unia et Syna ont durant la période de 2 ans un tournus d'année en année. L'année qui vient appartient à Syna et Armand Jaquier propose Thierry Jaquet qui est disposé à assumer cette tâche.

Armand Jaquier remercie Thierry Jaquet et propose d'accepter sa nomination par applaudissements

Décision: Thierry Jaquet est élu à l'unanimité et par applaudissements.

7. Divers

Armand Jaquier demande si dans l'assemblée il y a des divers, ce n'est pas le cas. Il profite des divers pour effectuer quelques remerciements mais aussi pour relever le travail qui est fait au sein de l'institution paritaire. C'est un travail important et indispensable, qui permet aux salariés et aux entreprises d'être rassurés sur le fait que leurs conditions et contrats de travail soient respectés et qu'il n'y ait pas de concurrence qui se fasse sur le travail des salariés.

Il remercie:

- Les membres qui travaillent soit au Bureau d'exécution soit au Bureau d'application, Bureaux qui engendrent plusieurs séances par année.
- Le Président du Bureau d'application, Maître Waeber, pour son travail et la conduite des débats.
- Le personnel du secrétariat en rappelant que cela ne doit pas toujours être simple de prendre contact avec les entreprises, d'obtenir des documents, de faire la synthèse des discussions.
- Madame Joye pour son travail et la conduite de ce secrétariat.
- L'ICF qui transmet des rapports, du travail pour la Commission paritaire et demande à Monsieur Aguet de transmettre ses remerciements à son équipe.
- Le Président du Tribunal arbitral, Maître Overnev.
- Le Président de l'ICF, Maître Piller.

Armand Jaquier conclut l'assemblée en précisant que les remerciements, concernant Monsieur Schouwey, ancien président de l'association et de la FFE, et Monsieur Leu, se feront lors de l'apéritif.

Le Président lève la séance à 17h35.

Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise du secteur principal de la construction

Nathalie Codourey Collaboratrice



PROTOKOLL //

GENERALVERSAMMLUNG VOM DONNERSTAG, 12. SEPTEMBER 2019, UM 16:00 UHR IM RESTAURANT TAVERNA IN TAVEL

Präsenzliste

Vorsitz

Armand Jaquier 21 Personen, gemäss

Präsenzliste

Entschuldigt

2 Personen und

Protokol

Nathalie Codourev

Traktandenliste

- Genehmigung des Protokolls der Generalversammlung vom 27. September 2018
- 2. Tätigkeitsbericht 2018
- 3. Jahresrechnung 2018
- 4. Revisionsbericht und Genehmigung der Jahresrechnung 2018
- 5. Budget 2020
- 6. Statutarische Ernennungen (Vorsitz und Kontrollorgan)
- 7. Verschiedenes

Begrüssung und Mitteilungen des Präsident-

Der Präsident, Herr Armand Jaquier, eröffnet die Sitzung und heisst alle Anwesenden herzlich willkommen. Er begrüsst:

- Rechtsanwalt Alexis Overney, Präsident des Schiedsgerichts;
- Rechtsanwalt Richard Waeber, Präsident des Vollzugsbüros;
- Rechtsanwalt Jacques Piller, Präsident des Baustelleninspektorats Freiburg (BIF);
- Herrn Mike Aguet, Leiter des BIF;
- Herrn Germain Wicht, neuer FBV-Präsident:
- Dr. Jean-Claude Goldschmid, Journalist bei den Freiburger Nachrichten.

Armand Jaquier betont die Änderung des Gesetzes über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt (BAMG) in Bezug auf die Schwarzarbeit (SA). Er erklärt, dass dies eine recht umfangreiche Arbeit ist, für die viel Druck und Zusammenarbeit nötig war, um zu einem Ergebnis zu kommen, das für uns die Nachverfolgung und die Kontrolle der SA wesentlich stärkt. Diese Änderung wurde vom Freiburgischen Grossen Rat heute gutgeheissen.

Einige Grundsätze wurden in Erinnerung gerufen:

- Hauptsächliche Arbeit bezüglich Verwaltungssanktionen, aber eine wesentliche Stärkung, damit die von den Inspektoren ausgeführte Arbeit auch bei einem Strafverfahren nützlich ist mit einer Stärkung der Aufträge.
- Auch die Tatsache, dass eine für die SA bestimmte Kommission, respektive ein Koordinator eingesetzt wird, die/der beim

- Staat arbeitet, jedoch mit der Aufgabe, die ganze SA zu koordinieren, und somit handeln kann.
- Auch die Tatsache, dass das BIF im Bauhauptgewerbe klar etabliert ist mit den gleichen Rechten und Pflichten wie die Funktionäre/Inspektoren des Staates, welche die gleiche Arbeit ausüben.

Es wurde daran erinnert, dass in der Baubranche - im Hoch- und Tiefbau sowie im Baunebengewerbe - äusserst umfangreiche Arbeiten von unehrlichen/betrügerischen Unternehmen an Unterlieferanten vergeben werden, und dass solche Unternehmen bestraft werden können. Die Arbeit ist ganz klar schwierig. Wir müssen aufmerksam sein, dass der Staatsrat die nötigen Kräfte aufbringt, dass die Administration auf einfache Weise arbeitet und vermeidet, Verfahren einzurichten, mit denen die Arbeit hinausgezögert würde. Ziel ist es, dass dies alles schnell gedass sofort gehandelt werden kann, dass es möglich ist, eine Baustelle vorübergehend zu schliessen, dass Tatsachen festgestellt werden können, was für das Aussprechen einer Sanktion entscheidend ist.

Das paritätische Jahr war schwierig, da in diesem Zeitraum der LMV des Bauhauptgewerbes erneuert wurde, was uns ermöglichte, ein Abkommen abzuschliessen, mit dem der vorzeitige Altersrücktritt in der Branche erhalten und gestärkt wird, die Löhne der Branche zu verbessern und Gespräche/Sitzungen für den GAV abzuhalten, mit denen Folgendes erreicht werden soll:

• Eine Verbesserung für die Arbeitnehmer.



 Eine Stärkung bei der gemeinsamen Arbeit, namentlich um bei der öffentlichen Hand in Bezug auf die Fristen und anderes (Samstagsarbeit, Überstunden, für Arbeitnehmer schwierige Bedingungen) zu intervenieren.

So wird eine paritätische Intervention bei der Baustellenplanung und bei der öffentlichen Hand möglich sein:

- Damit die Fristen eingehalten werden.
- Um die Vergabe von Unteraufträgen zu vermeiden (mit diesem Element könnte die Konkurrenz gestärkt und vermieden werden, was sich positiv auswirkt für die Arbeitnehmer ebenso wie für die Arbeitgeber).

Durch diesen kantonalen Vertragstext stehen ein paar zusätzliche Mittel zur Verfügung, um diese Arbeit auszuführen.

Armand Jaquier geht die Traktandenliste durch und erkundigt sich, ob es Bemerkungen gibt. Da niemand eine Bemerkung macht, wird die Traktandenliste angenommen.

1. Genehmigung des Protokolls der Versammlung vom 27. September 2018

Die Versammlung nimmt das Protokoll an und der Präsident bedankt sich bei der Verfasserin, Frau Nathalie Codourey. Das Protokoll ist im Jahresbericht ersichtlich. Wer möchte, kann es auf der Geschäftsstelle einsehen.

2. Tätigkeitsbericht 2018

Für die Erläuterungen des Jahresberichts 2018 und der Jahresrechnung übergibt der Präsident das Wort Jacinthe Joye.

Bevor Jacinthe Joye den Tätigkeitsbericht erläutert, bedankt sie sich beim Vorstand und bei den Mitgliedern der verschiedenen Büros sowie bei ihrem Team für die Unterstützung und die während des ganzen Jahres erledigte ausgezeichnete Arbeit. Sie hält fest, dass ab der zweiten Jahreshälfte 2018 die Sonne auf der Geschäftsstelle wieder aufging, da das Team endlich stabil ist und man so wirklich vorankommt.

Die Darstellung des Jahresberichts 2018 ist mit jener des vergangenen Jahres identisch. Jacinthe Joye ersuchte den Vorstand jedoch, dass dieser Bericht künftig mit einem anderen Layout vorgelegt wird, was genehmigt wurde. Für nächstes Jahr wird deshalb eine attraktivere Version erstellt.

Hauptaktivitäten und wichtigste Beschlüsse 2018:

Vorstand: Der Vorstand hielt vier Sitzungen ab und besprach die folgenden Punkte:

- Berufsausweis: Der Prozess für den Erhalt des Berufsausweises ist nun eingeführt, und viele Unternehmen beantragen ihn. Es wurde beschlossen, dass bei Verstössen die gleichen Sanktionen ausgesprochen werden wie für eine andere Kontrolle.
- Kantonaler Vertrag Mittagessensentschädigung: zwischen Arbeitgebern und Gewerkschaften kam es zu mehreren Streitfällen, was die Bezahlung der Mittagessensentschädigung anbelangt. Im Artikel 21 Abs. 3 des GAV wird effektiv festgehalten, dass der Mitarbeiter entscheiden kann, nach Hause zu gehen. Der Vorstand gibt zu, dass es bei der Interpretation des Textes Diskrepanzen gibt und man sich nochmals an einen Tisch setzen muss, um eine Lösung zu finden. Deshalb wurde eine Arbeitsgruppe gegründet, und zurzeit laufen die Verhandlungen. Ein neuer GAV sollte per 1. Januar 2020 verfügbar sein.
- Vollzugsbüro (VB): das Vollzugsbüro hielt 2018 sechs Sitzungen ab. Es untersuchte und bearbeitete um die 115 Dossiers von im Bauhauptgewerbe tätigen Unternehmen, inklusive EntsG.
- Ausführungsbüro (AB): Zweck dieses Büros ist es, die von der Geschäftsstelle vorgelegten Dossiers zu untersuchen. Es machte Beschlussvorschläge, die es dem VB unterbreitete. Fünfmal besuchte das AB Unternehmen, um die Lohnbedingungen sowie die Bestimmungen des Arbeitsvertrages zu überprüfen.

Informationen über die bearbeiteten Dossiers

Ein Hauptaugenmerk wurde auf die Kontrolle der Samstagsarbeit gelegt, die von Privatpersonen ausgeführt wird. Viele beschäftigen effektiv Arbeitskollegen, um die betreffende Arbeit auszuführen oder beschäftigen Personal aus dem Ausland. Die Arbeitskonditionen

man die gleiche Antwort: die ausgeführte Arbeit wird mit einem Grillfest kompensiert! 2018 ging die Anzahl der kontrollierten Unrück. Die PBKF überprüfte hingegen doppelt so viele Arbeitnehmer und diese Kontrollen wurden über längere Zeiträume ausgeführt. Die 109 kontrollierten Unternehmen umfassen auch die Personalverleihbetriebe sowie die EntsG (Entsendegesetz), die im Bauhauptgewerbe tätige Mitarbeiter beschäftigen. Die PBKF verhängte Sanktionen und Verwaltungskosten von insgesamt CHF 104'164.00 (67'881.00 + 36'283.00). Schliesslich nahm die PBKF CHF 73'247.00 ein. Die Differenz von CHF 30'917.00 ist auf Unternehmen zurückzuführen, die Konkurs machten oder die ihren Sitz ausserhalb des Kantons verlegten. Die PBKF verhängte auch mehrere Bussen von CHF 10'000.00 für Nichtvorlegen von Dokumenten. Diese Beträge wurden schliesslich nicht eingenommen, da das Unternehmen den Forderungen nachkam.

werden nicht eingehalten und stets bekommt

Vom Baustelleninspektorat Freiburg (BIF) ausgeführte Kontrollen

Jacinthe Joye dankt Mike Aguet für sein Dasein und für seine Zusammenfassung des Jahres 2018, die im Jahresbericht enthalten ist. Die Arbeit der BIF-Inspektoren ist nicht einfach, namentlich was die Kontrolle der EntsG und die daraus entstehenden administrativen Aufgaben anbelangt, insbesondere mit dem SECO.

2018 und 2019 war die Schwarzarbeit ein grosses aktuelles Thema in den Medien und in der Politik. Dies blieb nicht ohne Handlungen, da das Gesetz über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt (BAMG) überarbeitet wird und per Ende Jahr unter Dach und Fach sein sollte.

Armand Jaquier dankt Jacinthe Joye und ihrem Team für den Tätigkeitsbericht und erkundigt sich, ob es Bemerkungen oder Fragen gibt, was nicht der Fall ist. Er hält fest, dass es sich um äusserst gute proportionale Einnahmen handelt im Vergleich zu anderen Vertragssystemen.

Er schlägt vor, zum nächsten Traktandum überzugehen: die Jahresrechnung.

3. Jahresrechnung 2018

Jacinthe Joye legt die Jahresrechnung gemäss PowerPoint-Präsentation vor.

Einnahmen im Bereich Ausbildung: CHF 29'500.00

Die Einnahmen im Bereich Ausbildung stammen aus dem Parifonds Bau, der diesen Beitrag aufgrund der Anzahl im Bauwesen tätigen Mitarbeiter des Kantons ausbezahlt, die in den Parifonds Bau Beiträge einzahlen.

Einnahmen im Bereich ANWENDUNG: CHF 611'077.95

2018, überwies der Parifonds Bau gemäss Budget einen Betrag von CHF 512'500.00, um die Anwendungs- und Kontrollkosten in Bezug auf den LMV zu decken.

Die Kontroll-Einnahmen und zurückerhaltenen Einnahmen betragen + CHF 98'966.25. Weitere Einnahmen Debitorenverlust (- CHF 388.30).

Total der beiden Bereiche: CHF 640'577.95.

Jacinthe Joye erkundigt sich, ob es Fragen gibt. Mike Aguet hat eine Frage zu den allgemeinen Einnahmen der EntsG-Kontrollen und möchte wissen, ob es sich um den Betrag handelt, den die PBKF vom SECO erhielt. Jacinthe Joye verneint dies und erklärt, dass es sich um die verrechneten Bussen handelt, die auf das Postcheck-Konto der PBKF einbezahlt wurden.

Armand Jaquier fügt ergänzend hinzu, dass das Finanzierungssystem aus einem Budget hervorgeht. Er hält fest, dass die SECO-Leistungen der kantonalen Kommission überwiesen werden und nicht der nationalen paritätischen Kommission.

Jacinthe Joye erklärt, dass für die Jahresrechnung das System der kommunizierenden Gefässe zur Anwendung kommt. Dies bedeutet, dass alle Ausgaben gedeckt sind und dass bei einem positiven Ergebnis der Betrag dem Parifonds rückerstattet werden muss, damit das Ergebnis null beträgt.





Die CHF 6'950.00 entsprechen den Bussen und den Verfahrenskosten, die den ausländischen Unternehmen für Verstösse in Bezug auf das Nichteinhalten der Zeitpläne oder der Löhne verrechnet wurden. Es handelt sich um die effektiven Zahlungen der Sanktionen, die auf das Postcheck-Konto der PBKF überwiesen wurden.

Ausgaben im Bereich AUSBILDUNG: CHF 29'109.85

- Leistungen an Lehrlinge CHF 22'458.75 (Werkzeugkisten, die vom FBV an die PBKF verrechnet wurden).
- Geschäftsstelle Ausbildung CHF 6'651.10 (Anteil in Bezug auf die Lohnkosten 2% von CHF 332'553.90).

Ausgaben im Bereich ANWENDUNG: CHF 564'772.65

Jacinthe Joye geht die verschiedenen Konten durch und kommentiert die Differenzen im Vergleich zum Budget.

 Die Kosten für die Kontrolle der LMV-Anwendung betragen CHF 336'426.30.
 Dieser Betrag entspricht den Lohn- und Sozialkosten der PBK (3.39 Vollzeitäquivalenten).

Für eine bessere Lesbarkeit wurde die Rechnung des BIF für die EntsG-Kontrollen aus diesem Konto genommen und dem Konto

EntsG-Kontrolle belastet.

 Für die Sekretariatskosten wurde ein Anteil (8%) belastet. 2017 war dieses Konto null, da diese Kosten im Konto der LMV-Kontrollen verbucht wurden.

Die weiteren Konten werden gelesen, benötigen jedoch keinen Kommentar, da sie dem Budget entsprechen.

Total der beiden Bereiche: CHF 593'882.50

Das Jahresergebnis 2018 beträgt CHF 46'695.45. Aus steuertechnischen Gründen wurde dieser Betrag 2019 dem Parifonds Bau zurückerstattet. Das Jahresergebnis beträgt somit null.

Mike Aguet hat fast die gleiche Frage für die Ausgaben des BIF, da er nicht ganz verstanden hat. Er möchte wissen, ob die CHF 27'000.00 eine Jahrespauschale sind. Jacinthe Joye antwortet, dass die CHF 27'000.00 einen Teil der EntsG-Kontrollen und die CHF 60'000.00 die LMV-Kontrollen betreffen.

Ernesto Suarez erkundigt sich, ob in den CHF 336'426.30 auch ein Teil für das BIF enthalten ist. Jacinthe Joye antwortet, dass es CHF 60'000.00 für das BIF sowie die Löhne und die Soziallasten der PBKF gibt. Er hat auch eine Frage zu den Sekretariatskosten sowie zu den Ausbildungskosten. Jacinthe Joye und Armand Jaquier erklären, dass diese beiden



Beträge getrennt werden müssen; es soll erkenntlich sein, was der Ausbildung zukommt und was den Kontrollen zukommt. Es wurde ein Verteilungsschlüssel besprochen, was zu diesen Zuteilungen führt.

Armand Jaquier ergreift das Wort und fragt, ob jemand noch Fragen oder Bemerkungen hat. Es gibt keine Fragen und keine Bemerkungen.

4. Revisionsbericht und Genehmigung der Jahresrechnung 2018

Der Präsident übergibt das Wort Frau Veyre Bonny, die den Prüfungsbericht verliest. Frau Veyre Bonny hält fest, dass der Parifonds seit dem 1. Januar 2018 eine eingeschränkte Revision verlangt. Die Kontrolle erfolgte nach dem Schweizer Prüfungsstandard der eingeschränkten Revision für das Geschäftsjahr per 31.12.2018.

Armand Jaquier erkundigt sich, ob jemand Fragen zur Jahresrechnung hat. Da dies nicht der Fall ist, legt er die Jahresrechnung 2018 und den Revisionsbericht zur Genehmigung vor und bittet die Versammlung, dem Vorstand Decharge zu erteilen. Beides wird einstimmig genehmigt.

Armand Jaquier dankt Frau Veyre Bonny, dem Kassier und der Geschäftsstelle für die Führung der Buchhaltung.

Armand Jaquier bittet, das Mandat der Fidaf Sårl zu erneuern, doch Frau Veyre Bonny erklärt, dass dies im kommenden Jahr nicht die Fidaf sein wird. Im Herbst wird die Fidaf umstrukturiert und die Dossiers der Revisionsmandate werden von der Swiss Audit (Mittelland) SA in Freiburg bearbeitet.

Aufgrund dieser Erklärungen und der kommenden Änderung fragt Armand Jaquier, ob die Versammlung den Vorschlag der Fidaf für das kommende Jahr unter Berücksichtigung dieser Mitteilung genehmigt.

Entscheid: die Änderung des Mandats, d.h. die Erteilung des Mandats an das Revisionsorgan Swiss Audit (Mittelland) SA in Freiburg wird genehmigt.

Armand Jaquier erklärt, dass sich die Gewerkschaft

über die Zunah-

me der Arbeits-

kräfte freut.

5. Budget 2020

Das Budget 2020 beträgt CHF 742'700.00 und liegt somit 16.45% über dem Budget 2019. Diese Zunahme ist vor allem auf den Posten Löhne und Soziallasten zurückzuführen, da beschlossen wurde, auf der Geschäftsstelle ab Mai 2020 eine weitere Person anzustellen. Die Vollzeitäquivalenten nehmen dann von 3.39 auf 4.39 zu. Die Flächen der Büros und der Gemeinschaftsräume nehmen von 64m² auf 172m² zu, was zu zusätzlichen Kosten führen wird.

Der Präsident erkundigt sich, ob es Kommentare oder Bemerkungen zum Budget gibt. Dies ist nicht der Fall. Das Budget 2020 wird einstimmig wie vorgelegt angenommen.

Armand Jaquier erklärt, dass sich die Gewerkschaft über die Zunahme der Arbeitskräfte freut. Ziel ist es, die halbe Arbeitskraft von 2020 im Jahr 2021 zu einer ganzen Arbeitskraft aufzustocken, also eine Person zu 100%, die in der Jahresmitte nach dem Umzug beginnen wird.

Armand Jaquier fragt, ob es Fragen gibt. Dies ist nicht der Fall. Er schlägt vor, die Genehmigung durch Handaufheben zu erteilen.

Entscheid: das Budget 2020 wird einstimmig angenommen.

6. Statutarische Ernennungen

Armand Jaquier erklärt, dass die Arbeitgeber und die Gewerkschaften sich alle 2 Jahre im Präsidentenamt des Verbands ablösen. Die Gewerkschaften Unia und Syna teilen sich die zweijährige Amtszeit. Das kommende Jahr gehört der Gewerkschaft Syna, und Armand Jaquier schlägt Thierry Jaquet vor, der bereit ist, diese Aufgabe zu übernehmen.

Armand Jaquier dankt Thierry Jaquet, und schlägt vor, seine Ernennung mit Applaus zu genehmigen.

Entscheid: Thierry Jaquet wird mit Applaus einstimmig gewählt.

7. Verschiedenes

Armand Jaquier fragt, ob es in der Versammlung Themen unter diesem Traktandum gibt. Dies ist nicht der Fall. Er nutzt das Traktandum, um sich zu bedanken, aber auch, um die Arbeit hervorzuheben, die in der paritä-

tischen Institution geleistet wird. Es ist eine wichtige und unabdingliche Arbeit, die den Arbeitnehmern und den Unternehmen ermöglicht, sicher zu sein, dass ihre Arbeitsvertragsbedingungen eingehalten werden und es keine Konkurrenz auf Kosten der Arbeitnehmer gibt.

Er dankt:

- Den Mitgliedern, die entweder im Ausführungsbüro oder im Vollzugsbüro arbeiten, die jeweils mehrere Sitzungen pro Jahr abhalten.
- Dem Präsidenten des Vollzugsbüros, Rechtsanwalt Waeber, für seine Arbeit und Leitung der Verhandlungen.
- Dem Personal der Geschäftsstelle und erwähnt, dass es bestimmt nicht immer einfach ist, mit den Unternehmen Kontakt aufzunehmen, die Dokumente zu erhalten und die Gespräche zusammenzufassen.
- Frau Joye für ihre Arbeit und die Führung der Geschäftsstelle.
- Dem BIF, das die Rapporte übermittelt, für die Arbeit für die paritätische Kommission und bittet Herrn Aguet, seinem Team sein Dankeschön zu übermitteln.
- Dem Präsidenten des Schiedsgerichts, Rechtsanwalt Overney.
- Dem Präsidenten des BIF, Rechtsanwalt Piller.

Armand Jaquier schliesst die Versammlung und erklärt, dass dem ehemaligen Verbandsund FBV-Präsidenten Herrn Schouwey und Herrn Leu beim Apero gedankt wird.

Der Präsident schliesst die Sitzung um 17:35 Uhr. Paritätische Berufskommission Freiburg des Bauhauptgewerbes

> Nathalie Codourey Mitarbeiterin



PRINCIPALES DÉCISIONS ET ACTIVITÉS EN 2019 //

le comité a validé le contenu des documents présentés à l'assemblée annuelle

Comité

Le comité s'est réuni à quatre reprises et a traité les sujets suivants:

Assemblée annuelle: le comité a validé le contenu des documents présentés à l'assemblée annuelle, plus particulièrement le rapport annuel 2018, les comptes 2018 le budget 2020 et le communiqué de presse.

Attestation CCT par SIAC: le comité a donné son accord pour le transfert des données du Reporting Tool dans le système SIAC. Suite à ce transfert, les entreprises qui le souhaitent peuvent obtenir elles-mêmes, en se connectant, une attestation CCT. Cette attestation informe si l'entreprise a été contrôlée ainsi que le résultat du contrôle (pas d'infractions ou infractions légères, moyennement graves, infractions graves).

Comité: le comité a pris acte que Monsieur Jean-Luc Schouwey a remis son mandat de Président de la Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs le 30 juin 2019. Par cette décision, M. Schouwey ne siège plus auprès du comité des Institutions paritaires à partir de cette date. Du 1^{er} juillet au 31 décembre 2019, la représentation patronale est assurée par Monsieur Frédéric Gross.

Convention cantonale: dans le courant de l'année 2018, plusieurs litiges sont apparus entre employeurs et syndicats par rapport au paiement de l'indemnité des repas. En effet, l'article 21 al. 3 de la CCT mentionne que l'employé peut choisir de rentrer à son domicile. Le comité reconnaît qu'il y a divergence par rapport à l'interprétation du texte et qu'il faut se remettre à table pour trouver une solution. C'est pourquoi, un groupe de travail est constitué. Des

propositions seront émises dans le courant 2019 afin de trouver une solution.

Effectif du personnel: afin de renforcer les contrôles, le comité a décidé d'engager, dès le 1er juin 2020, une personne supplémentaire au secrétariat.

FiduciaireSwissAudit(Mittelland)SA: lecomité a pris connaissance que, selon le nouveau règlement relatif au financement des CPP locales du secteur principal de la construction, les comptes annuels doivent être contrôlés, dans le cadre d'un contrôle restreint, par un réviseur agréé. Fidaf Sàrl ayant centralisé ses mandats d'audits au sein du groupe de révision SwissAudit (Mittelland) SA à partir du 1er janvier 2019, c'est donc ce groupe de révision qui effectue dorénavant la révision des comptes.

Inspectorat chantiers Fribourg (ICF): l'ICF a communiqué au comité que les objectifs ont été atteints à part pour les LDét en raison de la diminution des annonces. Le contrôle des entreprises qui travaillent le samedi se poursuit, à savoir un samedi sur deux.

Bureau d'application (BA)

Le Bureau d'application s'est rencontré à sept reprises en 2019. Il a analysé et traité environ 125 dossiers liés aux entreprise du gros œuvre y compris les LDét. Le BA a également validé les calendriers des entreprises.

Bureau d'exécution (BE)

Le Bureau d'exécution a organisé six séances dont le but est d'analyser les dossiers présentés par le secrétariat. Il a établi des propositions de décisions afin de les soumettre au BA. Qu'un seul contrôle en entreprise a été organisé.

HAUPTAKTIVITÄTEN UND WICHTIGSTE BESCHLÜSSE 2019 //

Vorstand

Der Vorstand hielt vier Sitzungen ab und befasste sich mit den folgenden Themen:

Jahresversammlung: der Vorstand bestätigte die bei der Jahresversammlung vorgelegten Dokumente, namentlich den Jahresbericht 2018, die Jahresrechnung 2018, das Budget 2020 sowie die Pressemitteilung.

GAV-Bescheinigung über ISAB: der Vorstand erteilte seine Zustimmung für den Datentransfer des Reporting Tools in ISAB. Nach diesem Transfer können die Unternehmen falls erwünscht selbst eine GAV-Bescheinigung erhalten, indem sie sich einloggen. Diese Bescheinigung gibt Auskunft darüber, ob das Unternehmen kontrolliert wurde und wie das Resultat der Kontrolle ausfiel (keine oder nur geringe Verstösse, mittelschwere Verstösse, schwere Verstösse).

Vorstand: der Vorstand nahm zur Kenntnis, dass Herr Jean-Luc Schouwey sein Mandat als Präsident des Freiburgischen Baumeisterverbands per 30. Juni 2019 abgab. Aufgrund dieser Entscheidung ist Herr Schouwey ab diesem Datum nicht mehr im Vorstand der paritätischen Kommissionen vertreten. Vom 1. Juli bis 31. Dezember 2019 wird die Arbeitgebervertretung durch Herrn Frédéric Gross gewährleistet.

Kantonaler Vertrag: im Laufe des Jahres 2018 kam es zu mehreren Streitigkeiten zwischen Arbeitgebern und den Gewerkschaften, was die Bezahlung der Mahlzeitenentschädigung anbelangt. Artikel 21, Abs. 3 des GAV hält effektiv fest, dass der Arbeitnehmer die Wahl hat, nach Hause zu gehen. Der Vorstand erkennt, dass der Text verschiedentlich interpretiert werden kann, und dass man sich nochmals an den Tisch setzen muss, um eine Lösung zu finden. So wird eine Arbeitsgruppe gegründet. Im Laufe des Jahres 2019 werden Vorschläge gemacht, um eine Lösung zu finden.

Personalbestand: um die Kontrollen zu verstärken, beschloss der Vorstand, per 1. Juni 2020 eine zusätzliche Person auf der Geschäftsstelle anzustellen.

Fiduciaire SwissAudit (Mittelland): der Vorstand nahm zur Kenntnis, dass gemäss dem neuen Reglement über die Finanzierung der lokalen PBK des Bauhauptgewerbes die Jahresrechnung im Rahmen einer eingeschränkten Revision durch einen zugelassenen Revisor geprüft werden muss. Die Fidaf Sårl hat ihre Revisionsmandate per 1. Januar 2019 bei der Revisionsgruppe SwissAudit (Mittelland) AG zentralisiert, und somit wird diese Revisionsgruppe künftig die Rechnungsprüfung durchführen.

Baustelleninspektorat Freiburg (BIF):

Das BIF teilte dem Vorstand mit, dass die Ziele erreicht wurden, mit Ausnahme des EntsG infolge des Rückgangs der Meldungen. Die Kontrolle der Unternehmen, die am Samstag arbeiten, wird fortgesetzt, nämlich jeden zweiten Samstag.

Vollzugsbüro (VB)

Das Vollzugsbüro traf 2019 sieben Mal zusammen. Es analysierte und bearbeitete rund 125 Akten im Zusammenhang mit im Bauhauptgewerbe tätigen Unternehmen, einschliesslich EntsG. Das VB hat ebenfalls die Betriebskalender validiert.

Ausführungsbüro (AB)

Das Ausführungsbüro organisierte sechs Sitzungen zur Prüfung der durch das Sekretariat vorgelegten Akten. Es erarbeitete Entscheidungsvorschläge zur Vorlage an das VB. Lediglich eine Kontrolle in einem Unternehmen wurde organisiert.



INFORMATIONS SUR LES DOSSIERS TRAITÉS ET CLÔTURÉS //

En 2019, le nombre d'entreprises contrôlées a diminué par rapport à 2018. Cette baisse est générale et touche toutes les commissions paritaires en Suisse. Ceci est dû au système d'information ISAB/SIAC et les assujettissements qu'effectue la FAR. Pour notre commission, cette diminution s'explique d'une part, par des contrôles étendus sur plusieurs années et d'autre part, la procédure administrative de sanctionner le travail au noir, selon l'article 70 CN, demande beaucoup de temps au niveau des investigations.

Le détail des contrôles est présenté ainsi: Le total des domaines comprend les entreprises du gros œuvre (CN), les sociétés de location de services (LSE) et les LDét (Loi sur les travailleurs détachés) qui emploient des ouvriers travaillant dans le gros oeuvre.

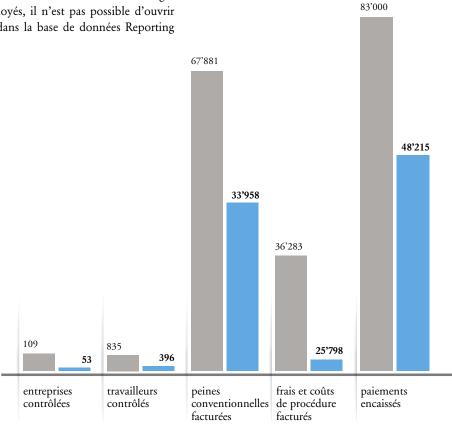
Ces chiffres ne prennent pas en compte les infractions commises concernant l'interdiction du « travail au noir » selon l'article 70 CN. Comme les sanctions s'adressent aux maîtres d'ouvrages et aux employés, il n'est pas possible d'ouvrir un dossier dans la base de données Reporting

Tool puisque les employés et les maîtres d'ouvrages ne sont pas assujettis à la CCT RA FAR en tant qu'entreprise du gros oeuvre.

Pour le travail au noir, voici les sanctions prononcées:

- Maîtres d'ouvrages contrôlés 7
- Travailleurs contrôlés 12
- Peines convent, facturées CHF 37'500.-
- Paiements encaissés CHF 27'000.-

Comme l'indique le tableau ci-après, la CPPF a infligé et prononcé des peines conventionnelles et des frais administratifs pour un montant de CHF 59'756 (33'958 + 25'798). Au final, la CPPF a encaissé CHF 48'215. La différence entre les paiements encaissés, les peines et les frais facturés s'élève à CHF 11'541. Cette différence provient de dossiers en attente d'une décision juridique.







Selon la base de données **Reporting Tool** voici, ci-après, les indications relatives aux dossiers clôturés le 31 décembre 2019.

Détail des contrôles

TOTAL DES DOMAINES CN, LSE ET LDÉT	2018	2019
Entreprises contrôlées	109	53
Travailleurs contrôlés	835	396
Peines conventionnelles facturées	67'881	33'958
Frais de contrôle et de procédure facturés	36'283	25'798
Paiements encaissés	83'000	48'215
Convention collective (CN)	2018	2019
Entreprises contrôlées	92	34
Travailleurs contrôlés	799	356
Peines conventionnelles facturées	53'390	32'474
Frais et coûts de procédure facturés	19'833	17'926
Paiements encaissés	63'711	38'859
Location de services (LSE)	2018	2019
Entreprises contrôlées	2	1
Travailleurs contrôlés	10	6
Peines conventionnelles facturées	0	0
Frais et coûts de procédure facturés	0	967
Trais et couts de procedure factures	0	707
Paiements encaissés	0	967
-	· ·	,
Paiements encaissés	0	967
Paiements encaissés Travailleurs détachés (LDét)	0 2018	967 2019
Paiements encaissés Travailleurs détachés (LDét) Entreprises contrôlées	0 2018 15	967 2019 18
Paiements encaissés Travailleurs détachés (LDét) Entreprises contrôlées Travailleurs contrôlés	0 2018 15 26	967 2019 18 34

CONTRÔLES EFFECTUÉS PAR L'INSPECTORAT CHANTIERS FRIBOURG //

L'année 2019 était une année exemplaire pour l'Inspectorat chantiers Fribourg (ICF). Les contrôles dans les domaines du travail au noir (TN), du respect des conventions collectives de travail (CCT) pour les entreprises suisses et étrangères (LDét)) ont été complets et les objectifs atteints.

Notre activité dépend souvent des «surprises» que nous rencontrons sur les chantiers. De plus, nous ne savons jamais réellement sur quoi nous allons tomber. Il est très difficile d'anticiper. Cependant, l'expérience des collaborateurs facilite régulièrement la tâche. Dans notre panoplie de mandats de prestations avec les commissions paritaires, le contrôle des travailleurs détachés dit LDét est un gros morceau de notre activité. Cette loi sur les travailleurs détachés est aussi complexe qu'incomprise. C'est pourquoi il me paraît important de vous l'expliquer.

La notion de détachement implique qu'un travailleur salarié remplisse temporairement dans un autre pays un mandat pour le compte de son employeur, ou qu'un travailleur indépendant se rende temporairement dans un autre pays pour y exercer une activité similaire. Durant cette période, la législation du pays d'origine reste applicable au travailleur pour toutes les assurances sociales. Le détachement est une exception à la règle du rattachement au système de sécurité sociale du pays dans lequel le travail est effectué. Il ne faut pas le confondre avec les cas de travailleurs ayant normalement plusieurs emplois dans plusieurs pays. Le travailleur détaché travaille dans son pays de domicile pour un employeur qui va exceptionnellement «détacher» son employé, c'est-à-dire lui demander d'aller remplir une mission à l'étranger pour une durée limitée. Les règles qui régissent le détachement varient selon la nationalité du travailleur et les accords ou l'absence d'accords entre les pays concernés par le détachement.

Le travail de collaboration, en lien avec les différents acteurs du domaine de la construction, exige de coordonner de multiples discussions ou séances afin de créer un travail de qualité. Les pratiques de collaboration ou d'échanges d'informations doivent sans aucun doute être considérés comme des leviers afin de lutter efficacement contre le travail au noir, le respect des conventions collectives de travail ou la gestion environnementale des chantiers.

> Mike Aguet Responsable de l'Inspectorat



VOM BAUSTELLENINSPEKTORAT FREIBURG DURCHGEFÜHRTE KONTROLLEN /

Für das Baustelleninspektorat Freiburg war das Jahr 2019 vorbildlich. Die Kontrollen in den Bereichen Schwarzarbeit (SA), Einhalten der Gesamtarbeitsverträge (GAV) für Unternehmen aus der Schweiz und dem Ausland (EntsG) waren vollständig und die Ziele wurden erreicht.

Unsere Tätigkeit ist häufig abhängig von den «Überraschungen», die wir auf den Baustellen antreffen. Ausserdem wissen wir nie wirklich, was uns dort erwartet. Es ist schwierig, dies vorauszusehen. Die Erfahrung der Mitarbeiter erleichtert jedoch zunehmend die Aufgabe.

Unter der Vielzahl unserer Leistungsaufträge mit den paritätischen Kommissionen macht die Kontrolle der entsandten Arbeitnehmer (EntsG) einen grossen Teil unserer Arbeit aus. Das Entsendegesetz ist nicht nur komplex, sondern auch schwer zu verstehen. Deshalb scheint es mir wichtig, es Ihnen zu beschreiben.

Eine Entsendung liegt vor, wenn ein entlohnter Arbeitnehmer vorübergehend einen Auftrag in einem anderen Land für seinen Arbeitgeber erfüllt oder wenn ein selbständiger Dienstleistungserbringer in einem anderen Land vorübergehend eine ähnliche Tätigkeit ausübt. Während dieser Zeit gilt für den Arbeitnehmer für alle Sozialversicherungen weiterhin die Gesetzgebung des Herkunftslandes. Die Entsendung bildet eine Ausnahme des Prinzips der Unterstellung unter das Sozialversicherungssystem des Landes, in dem die Arbeit ausgeführt wird. Sie darf nicht verwechselt werden mit Arbeitnehmern, die üblicherweise mehrere Anstellungen in mehreren Ländern haben. Der entsandte Arbeitnehmer arbeitet in seinem Wohnsitzstaat für einen Arbeitgeber, der ihn ausnahmsweise für eine befristete Zeit ins Ausland «entsendet», wo er einen Auftrag zu erfüllen hat. Die Regeln für die Entsendung sind je nach Staatsangehörigkeit des Arbeitnehmers und den zwischen den von der Entsendung betroffenen Staaten abgeschlossenen oder nicht vorhandenen Abkommen unterschiedlich.

Für die Zusammenarbeit im Zusammenhang mit den verschiedenen Akteuren des Bauwesens müssen viele Gespräche oder Sitzungen koordiniert werden, um eine hochwertige Arbeit zu erreichen. Die Zusammenarbeitsoder Informationsaustausch-Praktiken sind zweifellos als Hebel zu verstehen, um die Schwarzarbeit effizient zu bekämpfen und das Einhalten der Gesamtarbeitsverträge oder das Umweltmanagement auf Baustellen sicherzustellen.

Verantwortlicher des Inspektorats Mike Aquet

COMPTES //

(LE DÉTAIL DES COMPTES AINSI QUE LES PIÈCES JUSTIFICATIVES SONT À DISPOSITION DES MEMBRES)

Bilan de clôture

	\boldsymbol{C}	ľ	TC
A	C)	IJ	FS

N°	TITRE DU COMPTE	COMPTES 2018	COMPTES 2019
1000	Caisse	116.65	116.65
1010	Poste	199'083.10	179'031.19
1020	Banque A	7'631.00	39'317.70
1100	Débiteurs	-400.00	-23'255.00
1109	Ducroire	0.00	0.00
	Total des actifs du bilan	206'430.75	195'210.54

PASSIFS

N°	TITRE DU COMPTE	COMPTES 2018	COMPTES 2019
2000	Créanciers	22'135.30	23'432.40
2300	Passifs de régularisation	49'295.45	36'778.14
2450	Prêts Parifonds Construction	135'000.00	135'000.00
	Total des passifs du bilan	206'430.75	195'210.54

Compte de résultat et budgets

	e de résultat et budgets				
N°		BUDGET	COMPTES	BUDGET	BUDGET
		2019	2019	2020	2021
PROD	UITS domaine formation				
3000	Contribution Parifonds Construction à la formation	27'000,00	28'180,00	27'000,00	29'500,00
3090	Autres produits formation	0,00	0,00	0,00	0,00
30	Total des produits domaine formation	27'000,00	28'180,00	27'000,00	29'500,00
Produi	ts domaine application				
3110	Peines conventionnelles	25'000,00	85'683,60	28'000,00	75'000,00
3120	Frais de procédures	28'000,00	31'227,00	30,000,00	38'000,00
3130	Prod. Confédération contrôles LDét	0,00	0,00	0,00	0,00
3140	Produits peines conv. LDét	3'500,00	3'659,51	4'000,00	4'500,00
3150	Produits frais de procédure LDét	3'500,00	7'844,80	3'800,00	5'500,00
3160	Produits peines conv. loc. serv.	1'500,00	0,00	500,00	500,00
3170	Produits frais proc. bail. serv.	2'500,00	0,00	1'000,00	1'000,00
3175	Remboursement frais tribunal	300,00	0,00	0,00	300,00
3180	Recettes sur dédommagements à parties adverses	649,00	171,20	150,00	250,00
3195	Pertes sur débiteurs	-2'000,00	-22'855,00	-1'100,00	-28'000,00
31	Total Produits domaine application	591'980,00	599'272,97	715'100,00	797'921,00
Produi	ts autres				
3600	Produits divers	1'500,00	1'080,68	600,00	900,00
36	Total Produits autres	1'500,00	1'080,68	600,00	900,00
TOTAL	PRODUITS	620'480,00	628'533,65	742'700,00	828'321,00
FRAIS	domaine formation				
Sécurit	é au travail				
4010	Sécurité au travail / protection santé	0,00	0,00	0,00	0,00
4019	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00
401	Total Sécurité au travail	0,00	0,00	0,00	0,00
Promo	tion de la relève / formation initiale				
4020	Promotion de la relève / formation initiale	0,00	0,00	0,00	0,00
4021	Prestations aux apprentis	-25'000,00	-23'667,00	-18'000,00	-25'000,00
4022	Préparation aux examens	0,00	0,00	0,00	0,00
4029	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00
402	Total Promotion de la relève	-25'000,00	-23'667,00	-18'000,00	-25'000,00

Frais ac	lministratifs formation				
4050	Contributions aux frais de formation pour organisations TR	0,00	0,00	0,00	0,00
4051	Contributions aux frais de formation pour organisations EMP	0,00	0,00	0,00	0,00
4060	Secrétariat formation	-3'180,00	-4'350,55	-4'400,00	-4'500,00
4090	Frais généraux formation	0,00	0,00	0,00	0,00
409	Total frais administratifs	-3'180,00	-4'350,55	-4'400,00	-4'500,00
Total fr	ais domaine formation	-28'180,00	-28'017,55	-22'400,00	-29'500,00
	omaine application	1	1	1	
4100	Indemnisations commissions	-45'000,00	-44'693,75	-45'000,00	-45'000,00
4101	Remboursements de frais	-3'800,00	-2'413,60	-3'800,00	-3'800,00
4110	Contributions spécifiques aux frais applic. pour organis. TR	0,00	0,00	0,00	0,00
4111	Contributions spécifiques aux frais applic. pour organis. EMP	0,00	0,00	0,00	0,00
4115	Contributions non spécifiques aux frais applic. pour organis.TR	-500,00	-387,00	0,00	0,00
4116	Contributions non spécifiques aux frais applic. pour organis. EMP	0,00	0,00	0,00	0,00
410	Total frais domaine application	-49'300,00	-47'494,35	-48'800,00	-48'800,00
	lministratifs application	. 1	. 1	. 1	
4120	Contrôles d'assujettissement CN	-3'180,00	-4'350,60	-8'800,00	-9'112,00
4130	Contrôles compt. salaires CN	-376'000,00	-326'292,55	-409'200,00	-456'900,00
4140	Contrôles LDét	-43'000,00	-37'105,70	-33'000,00	-39'849,00
4150	Contrôles location de service	-15'900,00	-13'051,70	-4'400,00	-18'225,00
4160	Frais de secrétariat	-25'500,00	-26'103,40	0,00	0,00
4165	Frais administratifs	-15'900,00	-20'325,65	-13'200,00	-27'335,00
4170	Taxes / frais judiciaires	-2'500,00	-1'436,40	-1'800,00	-1'800,00
4180	Honoraires tiers (juristes, avocats)	-5'500,00	-4'813,10	-5'500,00	-5'500,00
4185	Dédommagements à parties adverses	0,00	0,00	0,00	0,00
4190	Frais généraux	0,00	0,00	0,00	0,00
412	Total frais domaine application CCT	-487'480,00	-433'479,10	-475'900,00	-558'721,00
Domai	ne contrôles pour tiers	1		1	
4400	Contrôles CCT RA	0,00	0,00	0,00	0,00
4420	Travail au noir	0,00	0,00	0,00	0,00
4430	Autres mandats	0,00	-72'000,00	-105'400,00	-60'000,00
4450	Frais administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00
4470	Taxes / frais judiciaires	0,00	0,00	0,00	0,00
44	Total Frais contrôle pour tiers	0,00	-72'000,00	-105'400,00	-60'000,00
Total d	es charges application	-536'780,00	-552'973,45	-630'100,00	-667'521,00
Frais d	e bureau en général			1	
6500	Secrétariat	0,00	-4'105,05	0,00	0,00
6505	Assurances de choses / Taxes	-2'500,00	0,00	0,00	-40'500,00
6510	Remboursement de frais	-1'800,00	0,00	-3'500,00	-3'500,00
6520	Prestations de tiers	-5 500,00	0,00	-2 500,00	-2 500,00
6530	Copies, papier, matériel bureau	-120,00	-4 142,60	-8 000,00	-6 500,00
6540	Imprimés	-43 600,00	-97,00	-2 500,00	-3 500,00
6550	Frais de port et taxes	0,00	-767,25	-800,00	-2 500,00
6560	Contributions à des tiers	0,00	-3 100,00	0,00	0,00
6570	Charges sociales / Aides financières	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Total frais de bureau en général	-53 520,00	-12 211,90	-17 300,00	-59 000,00
	dministratifs				
6700	Autres charges	-2 000,00	-35 330,75	-72 900,00	-72 300,00
67	Total frais administratifs	-2 000,00	-35 330,75	-72 900,00	-72 300,00
6	Total frais en général	-55 520,00	-47 542,65	-90 200,00	-131 300,00
TOTAL	DE CHARGES	-620 480,00	-628 533,65	-742 700,00	-828 321,00
Réculta	at des deux domaines formation et application				
resulta	Produits	620 480,00	628 533,65	742 700,00	828 321,00
	Charges	-620 480,00	-628 533,65	-742 700,00	-828 321,00
DÉCTIT	TAT BRUT			-	
VESUL	AAI DKUI	0,00	0,00	0,00	0,00

COMMENTAIRES SUR LES PRODUITS ET LES CHARGES 2019 //

Présentation

Les comptes de la Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise du secteur principal de la construction et les états financiers ont été établis et structurés conformément au règlement du financement des CPP locales du secteur principal de la construction.

Produits

Total des produits: CHF 662'811.79

Produits domaine Formation: CHF 28'180.00

Les produits du compte formation proviennent du Parifonds Construction qui verse cette contribution.

Produits domaine Application: CHF 634'631.79

Conformément au budget 2019, le Parifonds Construction a versé un montant total de CHF 527'820.00 afin de couvrir les frais d'application et de contrôle de la CN.

Les produits des contrôles (CN, LSE et LDét) s'élèvent à CHF 128'586.11. Ils sont supérieurs à 2018 de CHF 30'124.66 et 50% plus élevés que le budget qui avait été établi sur la base des dossiers en cours. Cette hausse des produits est en partie due aux contrôles du samedi et les sanctions qui en découlent selon l'article 70 CN interdiction du «travail au noir».

Autres produits: pertes sur débiteurs (-CHF 21'774.32).

Charges

Total des charges: CHF 628'533.65

Frais domaine Formation: CHF 28'017.55

Ce domaine comprend deux secteurs à savoir :

- la promotion de la relève
- les frais administratifs de la formation.

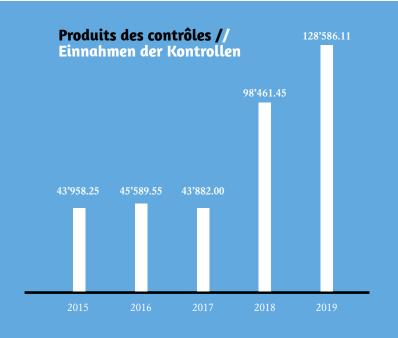
Frais domaine Application: CHF 600'516.10

Par rapport au budget, le total des charges 2019 est légèrement supérieur aux prévisions de CHF 8'216.00.

Cette différence est due à une augmentation du compte «contrôles comptabilité salaires CN» facturée par la Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs en fonction d'un effectif de 3.39 à plein temps (+ CHF 16'193.00) et d'une diminution des frais administratifs (- CHF 7'977.00).

Résultat de l'exercice

Le résultat de l'exercice 2019 s'élève à CHF 34'278.14. Pour des raisons fiscales, ce montant a été rétrocédé au Parifonds Construction afin d'obtenir un résultat à zéro. Ce montant apparaît sous le compte 2300 «Passifs transitoires».





KOMMENTARE ZUR JAHRESRECHNUNG 2019 //

Darstellung

Die Jahresrechnung der Paritätischen Berufskommission Freiburg des Bauhauptgewerbes und die Jahresabschlüsse wurden gemäss dem Finanzierungsreglement der lokalen PBK des Bauhauptgewerbes erstellt und gegliedert.

Einnahmen

Gesamteinnahmen: CHF 662'811.79

Einnahmen im Bereich Ausbildung: CHF 28'180.00

Die Einnahmen des Postens Ausbildung stammen aus dem Parifonds Bau, der diesen Beitrag überweist.

Einnahmen im Bereich Anwendung: CHF 634'631.79

Wie für das Jahr 2019 budgetiert, überwies der Parifonds Bau einen Gesamtbetrag von CHF 527'820.00, um die Anwendungs- und Kontrollkosten des LMV zu decken.

Bei den Kontrollen (LMV, AVG und EntsG) belaufen sich die Einnahmen auf CHF 128'586.11. Sie sind um CHF 30'124.66 höher als 2018 und übersteigen das Budget um 50%, das aufgrund der laufenden Dossiers erstellt wurde. Diese Zunahme der Einnahmen ist teilweise auf die Kontrollen der Samstagsarbeit und den daraus erfolgenden Sanktionen zurückzuführen, siehe Art. 70 LMV zum Verbot der «Schwarzarbeit».

Weitere Einnahmen: Debitorenverlust (- CHF 21'774.32).

Ausgaben

Gesamtausgaben: CHF 628'533.65

Kosten im Bereich Ausbildung: CHF 28'017.55

Dieser Bereich umfasst die folgenden beiden Teilgebiete:

- Nachwuchsförderung
- Administrativkosten der Ausbildung.

Kosten im Bereich Anwendung: CHF 600'516.10

Im Vergleich zum Budget liegen die Gesamtausgaben 2019 um CHF 8'216.00 leicht über dem budgetierten Betrag.

Dieser Unterschied ist zurückzuführen auf eine Zunahme des Postens «Kontrollen Lohnbuchhaltung LMV», der vom Freiburgischen Baumeisterverband aufgrund eines Personalbestands von 3.39 Vollzeitstellen verrechnet wird (+ CHF 16'193.00) sowie auf einen Rückgang der Administrativkosten (- CHF 7'977.00).

Jahresergebnis

Das Jahresergebnis 2019 beträgt CHF 34'278.14.

Aus steuertechnischen Gründen wurde dieser Betrag dem Parifonds Bau rückübertragen, um ein Jahresergebnis gleich null zu erhalten. Dieser Betrag ist im Posten 2300 «Transitorische Passiven» ersichtlich.



RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE //



A l'attention de l'Assemblée générale de la Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise du secteur principal de la construction Rte André Piller 29 1762 Givisiez

Fribourg, le 7 avril 2020

Rapport de l'organe de révision pour l'exercice s'arrêtant au 31 décembre 2019

En notre qualité d'organe de révision, nous avons contrôlé les comptes annuels (bilan, compte de profits et pertes et annexes) de la Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise du secteur principal de la construction pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe au Comité alors que notre mission consiste à contrôler ces comptes. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément et d'indépendance.

Notre contrôle a été effectué selon la Norme suisse relative au contrôle restreint. Cette norme requiert de planifier et de réaliser le contrôle de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées. Un contrôle restreint englobe principalement des auditions, des opérations de contrôle analytiques ainsi que des vérifications détaillées appropriées des documents disponibles dans l'entreprise contrôlée. En revanche, des vérifications des flux d'exploitation et du système de contrôle interne ainsi que des auditions et d'autres opérations de contrôle destinées à détecter des fraudes ne font pas partie de ce contrôle.

Lors de notre contrôle, nous n'avons pas rencontré d'élément nous permettant de conclure que les comptes annuels ainsi que la proposition concernant l'emploi du bénéfice ne sont pas conformes à la loi et aux statuts.

SwissAudit (Mittelland) SA

Valérie Ngon Experte réviseur agréée Mireille Veyre-Bonny

Bilan au 31.12.2019 Compte de résultat 2019 Proposition relative à l'emploi du résultat au bilan

Annexe aux comptes selon l'art. 959c CO

ORGANISATION //

Organe de contrôle des comptes

SwissAudit (Mittelland) SA

L'assemblée désigne, si besoin, chaque année, une société fiduciaire chargée de la vérification des comptes de l'association.

L'organe de contrôle se réunira sur convocation, si nécessaire, au cours du premier semestre qui suit l'exercice comptable. Il soumet chaque année à l'assemblée un rapport écrit sur les comptes, le bilan, ainsi que ses propositions.



M. Wider N. Codourey J. Joye V. Grandjean

Assemblée générale

Présidence 2019: Armand Jaquier

L'assemblée générale est composée des délégués des associations membres selon une répartition paritaire fixée dans les statuts. Sont invités: les Présidents et les assesseurs du Tribunal arbitral ainsi que des représentants des associations faîtières patronales et syndicales.

Comité

Présidence 2019: Armand Jaquier

Le comité est composé au minimum de quatre membres. La répartition des sièges entre les organisations des travailleurs et l'organisation des employeurs est paritaire. Deux représentent la FFE, un membre du syndicat Unia et un membre du syndicat Syna. La secrétaire est membre du comité avec voix consultative.

Bureau d'application (BA)

Présidence: Me Richard Waeber

Le Bureau d'application (BA) est l'organe créé par le comité pour contrôler et faire appliquer les dispositions de la CN et de la CCT. Il est composé de quatre représentants syndicaux, quatre représentants patronaux, du Président et de la secrétaire.

Bureau d'exécution (BE)

Le Bureau d'exécution (BE) est créé par le comité. Il est composé de deux représentants syndicaux et de deux représentants patronaux. Sa mission principale est de proposer des mesures de corrections aux manquements du respect de la CN et d'établir des propositions de décisions pour les présenter au Bureau d'application (BA).

Secrétariat

Responsable: Jacinthe Joye

Conformément aux instructions de la CPSA, le secrétariat a deux fonctions principales. La première est celle d'organe administratif de l'association et la deuxième celle d'organe de contrôle.

ASSOCIATIONS SIGNATAIRES //

Fédération Fribourgeoise des Entrepreneurs

Rte de l'Industrie 71 1791 Courtaman

Syna

Secrétariat central Römerstrasse 7 Postfach 351 4601 Olten

Unia

Secrétariat central Weltpoststrasse 20 3015 Berne

Cadres de la Construction Suisse

p.a. M. Thürler Felix Sewli 6 1656 Jaun

Société Suisse des Entrepreneurs

Weinbergstrasse 49 Postfach 8035 Zürich

Syna

Région Fribourg Rte du Petit Moncor 1 1752 Villars-sur-Glâne

Unia

Région Fribourg Rte des Arsenaux 15 1700 Fribourg

REPRÉSENTANTS AU TRIBUNAL ARBITRAL //

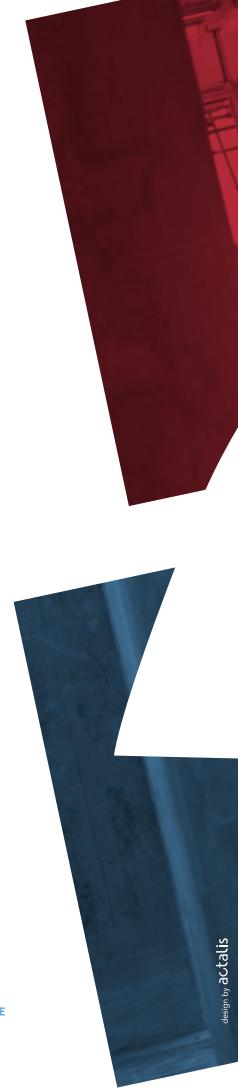
Fonction	Nom	Prénom	
Président	Overney	Alexis	
Président (partie alémanique)	Gruber	Patrick	
Aile patronale	Poncet	Pierre-Yves	FFE
	Vonlanthen	Daniel	FFE
	Pache	Marc	FFE (S)
	Rappo	Urs	FFE (S)
Aile syndicale	Krattinger	Jolanta	Syna
	Jaquet	Thierry	Syna (S)
	Corminboeuf	Yvan	Unia
	Yildiz	Huseyin	Unia (S)

REPRÉSENTANTS //

Fonction	Nom	Prénom	Représentation
Comité CPPF			
	т •	A 1	Unia
Président	Jaquier	Armand	-
Membres	Jaquet	Thierry	Syna
	Gross	Frédéric	FFE (du 01.07 au 31.12.19
	Meyer	Manfred	FFE
	Schouwey	Jean-Luc	FFE (sortie au 30.06.19)
Bureau d'application (BA	.)		
Président	Maître Waeber	Richard	CPPF
Membres	Coquoz	Gilbert	FFE
	Gross	Frédéric	FFE (du 01.07 au 31.12.19
	Meyer	Manfred	FFE
	Fries	Marie-Louise	Syna
	Jaquet	Thierry	Syna
	Franco	Catia	Unia
	Jaquier	Armand	Unia
Bureau d'exécution (BE)			
Membres	Joye	Jacinthe	FFE
	Wicht	Jean-Daniel	FFE
	Jaquet	Thierry	Syna
	Franco	Catia	Unia
Secrétariat			
Secrétaire responsable	Joye	Jacinthe	CPPF
Collaboratrice	Codourey	Nathalie	CPPF
Collaboratrice	Grandjean	Véronique	CPPF
Collaborateur	Wider	Matthieu	CPPF
Organe de contrôle			
	A Casa postala 41 1701 Eri	1	

SwissAudit (Mittelland) SA, Case postale 41, 1701 Fribourg







CPPF

Commission Professionnelle Paritaire Fribourgeoise du Secteur Principal de la Construction

PBKF

Paritätische Berufskommission Freiburg des Bauhauptgewerbes

COMMISSION PROFESSIONNELLE PARITAIRE FRIBOURGEOISE DU SECTEUR PRINCIPAL DE LA CONSTRUCTION

Rte de l'Industrie 71 - 1791 Courtaman